

Migrants : un répit pour un nouveau départ

SOLIDARITÉ Dans toute la région, où les premiers cars sont arrivés hier, la mobilisation est forte pour accueillir les réfugiés de Calais. Exemple à Gelos, dans le Béarn

ODILE FAURE
o.faure@sudouest.fr

« Bonjour à tous, bienvenue à Gelos. Nous sommes contents de vous accueillir et de faire en sorte que vous puissiez prendre un peu de repos après ce long voyage que vous avez fait jusqu'à nous. » La parole du préfet des Pyrénées-Atlantiques, Éric Morvan, résonne dans la salle commune du centre de Béterette qui servira de réfectoire dans quelques heures. Elle est traduite en arabe par un interprète qui parle aussi anglais, kurde et arménien. Il lui manque le pachoune pour les trois Afghans, mais l'un d'eux se débrouille très bien en anglais.

« Il faut que vous soyez persuadés qu'un lien de confiance doit s'établir avec vous. Nous n'avons qu'un seul objectif, vous faire retrouver un peu de sourire sur vos visages », poursuit Éric Morvan.

« L'Ofpra ? Non, c'est à Paris » Face à lui, en effet, les mines sont fatiguées et les regards sombres. Certains n'ont pas quitté leur manteau ni leur écharpe sur la tête. À 9 h 36,

quand le bus s'est arrêté dans la cour de l'immense bâtisse entourée de verdure, il faisait un doux crachin nordiste, puis le ciel s'est éclairci. Tout un symbole.

Certains des 43 (1) migrants de Calais ont tardé à sortir, sans doute apeurés par cette nouvelle escale. Pourtant, les premiers mots que le maire de Gelos, Pascal Mora, a reçus lui sont allés droit au cœur : « Nous aimons la France, merci. Ici, dans sa commune de 3 750 habitants, il veut leur offrir « l'accueil et la paix ».

C'est d'ailleurs lui qui, une heure plus tard, va sortir le groupe de sa retenue, prenant la suite du discours du préfet. « Je suis moi-même originaire d'Espagne. Quand mes parents ont quitté leur pays, c'était partir ou mourir. » Ils opinent tous du chef et lâchent enfin un sourire.

Quelques questions sont posées, presque à voix basse, au traducteur, sur le courrier, les procédures. Philippe Elias, directeur de l'association Isard-Cos, chargée par l'État du quotidien des migrants et de la gestion du centre, les rassure. « Vous pourrez recevoir du courrier ici, les procédures, ce sera ici aussi. L'Ofpra (Office fran-

çais pour la protection des réfugiés et des apatrides) ? Non c'est à Paris. »

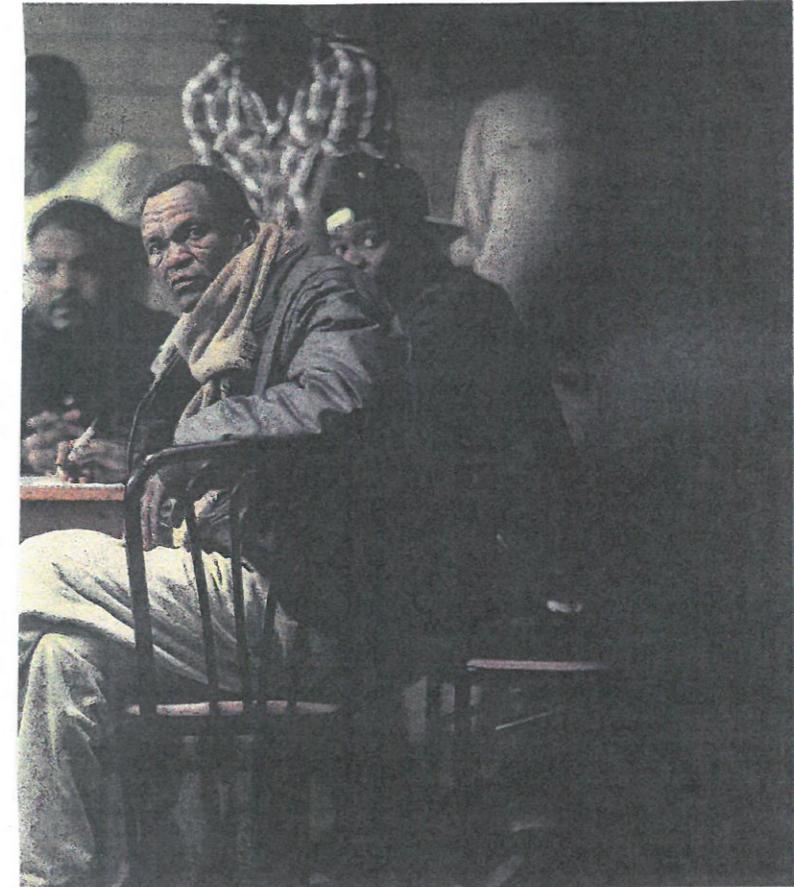
6 salariés, 60 bénévoles
La directrice adjointe d'Isard-Cos, Catherine Sadot, a la responsabilité du site, aidée par quatre travailleurs sociaux embauchés pour l'occasion - un animateur socioculturel, deux éducateurs, une assistante sociale - et deux veilleurs de nuit. Ils pourront s'appuyer sur 60 bénévoles encadrés par l'association et recrutés par la commune.

Répartis en cinq commissions, les habitants viendront apporter leur contribution au quotidien pour le service des repas et les animations. « Un conseil de vie sociale sera mis en place pour construire le programme avec les résidents », précise Catherine Sadot. Elle travaillera également étroitement avec la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), qui a mis deux agents sur ce dossier depuis l'annonce du démantèlement de la « jungle » de Calais, fin septembre. L'État versera à l'association entre 25 et 30 euros par jour, par résident. Chacun d'eux dispose à Gelos, dans ce centre d'insertion profes-

sionnelle inoccupé de l'Ugcam - une branche de l'assurance-maladie -, d'une chambre individuelle avec un lavabo, un lit et un bureau. Les sanitaires et les toilettes sont collectifs. Une vraie vie de château pour ces déracinés dont « la vie tient dans un sac plastique », selon Franck Hourmat, directeur de la DDCS. À l'image d'Aziz, 32 ans, du nord de l'Afghanistan, qui a laissé là-bas sa femme et trois enfants. Il a quitté son pays en 2010 « à cause de la guerre ». Il montre son pé-

riple sur une carte affichée dans la pièce. Il a marché jusqu'en Iran. En voiture et à pied, il a rejoint la Grèce et la Turquie. Il a passé neuf mois à Calais, où « c'était vraiment inquiétant ». Il remercie la France et tous ceux qui sont là pour l'accueillir. « C'est un pays fantastique. J'ai envie d'apprendre la langue, de reprendre l'école », confie-t-il.

(1) 35 Soudanais, un Érythréen, un Irakien et 6 Afghans.



Lors de la réunion d'accueil, hier, dans la salle commune du centre de Béterette, à Gelos. Les visages sont encore fermés malgré les mots de réconfort du préfet, du maire et de l'association.

HIER À CALAIS

4 014 personnes ont été « mises à l'abri » durant les deux premiers jours de l'évacuation de la « jungle » de Calais, selon le ministère de l'Intérieur.

Lors de la deuxième journée des opérations, hier, 1 636 personnes ont quitté les lieux : 1 264 personnes majeures ont pris place « à bord de 33 bus pour rejoindre 55 centres d'accueil et d'orientation (CAO) répartis dans neuf régions », et 372 mineurs ont été orientés vers le centre d'accueil provisoire (CAP), installé sur le campement, dans l'attente de l'instruction de leur dossier. Au total, « 3 242 majeurs ont donc été accueillis en CAO et 772 mineurs ont rejoint le CAP », résume le ministère.

« Près de 1 000 mineurs isolés sont donc désormais en sécurité », précise le communiqué du ministère de l'Intérieur, en rappelant que « 217 mineurs présents à Calais, et dont les liens familiaux en Grande-Bretagne ont pu être établis, ont rejoint le Royaume-Uni depuis le 17 octobre dernier ».

Le démantèlement de ce vaste campement sauvage, considéré comme le plus grand bidonville de France, s'est poursuivi hier, avec notamment les premières destructions de cabanes et d'abris dans la partie désertée par les migrants.

Le point sur les arrivées

En tout, 900 migrants sont attendus dans la région.

En CHARENTE-MARITIME, 29 Soudanais en provenance de Calais sont arrivés lundi soir, vers 23 h 15, dans un centre de vacances de la RATP à Saint-Georges-de-Didonne. Après une nuit de sommeil, les migrants ont pris part à une réunion pour organiser le cadre du séjour. Tous ont fait part de leur volonté de demander le droit d'asile.

En CHARENTE, les premiers migrants sont arrivés, hier, en soirée, à Ruffec. Ils sont 47 hommes d'origines diverses hébergés dans cette commune du Nord-Charente. 25 places sont également disponibles à Angoulême et une dizaine à Mornac (sur le site de l'Afpa). Les familles, elles, arriveront plus tard.

En DORDOGNE, 70 personnes seront accueillies dans deux centres d'aide et d'orientation (CAO). 20 migrants l'ont été hier à Bergerac, 50 devraient arriver aujourd'hui à Périgueux et son agglomération.

En LOT-ET-GARONNE, une vingtaine de migrants sont attendus à partir d'aujourd'hui. Ils seront hébergés à Agen, à Aiguillon ou à Sainte-Bazelle.

En GIRONDE, deux bus sont arrivés dans la nuit de lundi à hier, et 66 migrants ont été logés dans trois CAO du département : 49 personnes à Talence, huit à Arès et neuf à Carcans. La semaine dernière, 20 personnes, dont six enfants, avaient déjà été installées dans cette même commune.

Dans les PYRÉNÉES-ATLANTIQUES, un autre bus devrait arriver aujourd'hui. Il doit acheminer 10 personnes à Oloron, accueillies dans des appartements, et 10 autres dans l'Agglo de Pau, là aussi dans des logements. À moins qu'ils ne rejoignent ceux de Gelos, où il reste 10 places.

Dans les LANDES, 86 hommes, des Éthiopiens, sont arrivés hier : 50 sont à Aire-sur-l'Adour, les autres à Vieux-Boucau.



Un interprète était là pour aider les Soudanais. PH. S. DURAND

« J'ai envie de serrer ma fille dans mes bras »

VIEUX-BOUCAU Certains souhaitent aller en Angleterre, d'autres ont envie d'apprendre le français, d'« aller à l'école ». La majorité veut obtenir un statut

Dawit Eliana est assis seul, un peu à l'écart, sa valise près de lui. De nationalité éthiopienne, il s'exprime bien en anglais. « Moi, ce que je veux, c'est rejoindre ma femme à Newcastle. Nous avons eu un bébé qui a 7 mois, une petite fille, et j'ai envie de la serrer dans mes bras. Ma femme travaille en Angleterre. Elle a la nationalité anglaise. J'espère que je n'aurai pas de problème. » Dawit n'a aucune intention de rester bien longtemps à Vieux-Boucau (40), où il est arrivé hier matin après treize heures de bus.

Dawit Eliana est un artiste, un musicien, et invite à aller regarder les vidéos de certains de ses morceaux sur YouTube. Comme les 35 autres hommes âgés de 25 à 36 ans, pour la plupart de nationa-

lité éthiopienne, à peine avait-il mis un pied dans le Relais de Port-d'Albret qu'il cherchait une prise pour recharger son portable et entrer en contact avec les siens. « J'ai vécu un mois à Calais. » Les gestes qui appuient ses propos montrent qu'il ne veut pas revivre ça.

En langue oromo

Lucile Barros, détachée à mi-temps par l'Association des maires des Landes, explique en anglais où ils se trouvent, qui sont les personnes présentes (représentants de l'État, maires, interprètes en anglais et en arabe) et surtout ce qui va se passer pour eux dans les jours à venir : l'enregistrement, le suivi médical et la prise en compte de chaque situation personnelle pour une orienta-

tion administrative. « Vous êtes dans un CAO, un centre d'accueil et d'orientation. » Un homme se lève et demande la parole. Il a pris des notes sur une feuille de papier et explique qu'il va traduire ce qui vient d'être dit en oromo, l'une des langues parlées en Éthiopie et qui apparaît comme un lien unissant tous ces hommes.

« Pourrions-nous aller à l'école ? » demande l'un d'eux, qui affirme qu'il a très envie d'apprendre le français. Et, pour prouver ses bonnes intentions, il ajoute : « Bonjour ! Merci beaucoup. Comment allez-vous ? » Ali, 26 ans, explique qu'il est étudiant en médecine. « Nous sommes venus ici simplement pour qu'on examine notre situation. Pour avoir des papiers. » Il dit ne pas



L'accueil au Relais de Port-d'Albret, avec une vraie chaleur humaine. PHOTO LOIC DEQUER

vouloir demander l'asile. « Cela fait un an que j'étais à Calais. C'était très difficile. Sans papiers, on ne fait rien. » Lucile Barros les invite tout

d'abord à se reposer. « Ici, vous devez retenir un mot : vous êtes tranquilles. Tranquilles. » Christine Lamaison